



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour les services des
aides familiales et des aides seniors de la Com-
munauté française, de la Région wallonne et de
la Communauté germanophone**

**CCT n° 165920/CO/318.01
du 21/12/2020**

Correction du texte français :

- A l'article 3, § 2, « aux articles 6 » doit être rem-
placé par « **à l'article 6** ».

Correction dans les deux langues :

- A l'article 4, § 4, « époux » doit être remplacé par
« **époux/épouse** ».

Correction du texte néerlandais :

- A l'article 6.b, § 2, dernier des 4 tirets, « Franse
Gemeenschapscommissie » doit être remplacé par
« **Gemeenschappelijke Gemeenschapscommis-
sion** ».

Décision du

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de diensten voor ge-
zins- en bejaardenhulp van de Franse Ge-
meenschap, het Waalse Gewest en de Duitsta-
lige Gemeenschap**

**CAO nr. 165920/CO/318.01
van 21/12/2020**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- In artikel 3, § 2 moet « aux articles 6 » ver-
vangen worden door « **à l'article 6** ».

Verbetering in beide talen :

- In artikel 4, § 4, moet « echtgenoot » vervan-
gen worden door « **echtgeno(o)t(e)** ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 6.b, § 2, laatste van de vier streep-
jes, moet « Franse Gemeenschapscommis-
sion » vervangen worden door « **Gemeen-
schappelijke Gemeenschapscommissie** ».

Beslissing van

13 -08- 2021

**Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la
Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**

Convention collective de travail du 21 décembre 2020

Fixation du montant et des modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire, appelé également dans la présente convention « le remboursement de la prime syndicale », dans les services subsidiés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale

CHAPITRE Ier. - Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique exclusivement aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous- commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Par "travailleurs", on entend : le personnel employé et ouvrier féminin et masculin.

Par "travailleur à temps plein", on entend : tout travailleur dont le régime de travail est supérieur à 50% du régime de travail en vigueur dans les services visés ci-dessus.

Par "travailleur à temps partiel", on entend : tout travailleur dont le régime de travail est inférieur ou égal à 50% du régime de travail en vigueur dans les services visés ci-dessus.

Par "exercice social", on entend : la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

CHAPITRE II. - Objet

Article. 2. § 1. Les travailleurs occupés par un des services visés à l'article 6 de la convention collective de travail du 5 février 2020 instituant un fonds de sécurité d'existence et en fixant ses statuts, dénommé "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors" ont droit à une prime syndicale à charge du fonds précité dans les conditions fixées par la présente convention collective de travail.

§ 2. Un complément de la prime syndicale tel que stipulé dans l'accord Non Marchand privé wallon 2018-2020 du 2 mai 2019, à charge du « Fonds intersyndical de la Région wallonne - FISRW, n° BCE 865.327.892 » est accordé aux travailleurs.

§3. Un complément de la prime syndicale tel que stipulé dans le Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, à charge du « l'ASBL Primes Syndicales NM Bruxelles, n° BCE 477.096.577 » est également accordé aux travailleurs.

CHAPITRE III. - Conditions d'octroi

Principe général

Article 3. § 1er. Pour bénéficier du montant total du remboursement de la prime syndicale, les travailleurs visés à l'article 1er doivent remplir au 1er janvier de l'exercice social précédent les conditions suivantes :

- a) Être affiliés à une des organisations représentatives des travailleurs, à savoir :
 - La Centrale des Travailleurs, de l'alimentation, de l'hôtellerie et des Services (FGTB Horval) ;
 - La Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique (CGSLB) ;
 - La Centrale nationale des Employés (CNE) ;
 - Le Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres (SETCA).
- b) Être liés par un contrat de travail à l'un des services visés à l'article 1er.

§ 2. Les bénéficiaires qui, au cours de l'exercice social précédent, ont presté moins de 6 mois en tenant compte des assimilations précisées à l'annexe 1 de la présente convention collective de travail ou ont été affiliés à l'une des organisations syndicales citées à l'article 3 §1er moins de 6 mois, percevront 50% de la prime due pour une année complète sans préjudice des modalités fixées aux articles 6 de la présente convention. *à l'article*

Dérogations

Article 4. § 1. Les travailleurs, qui répondent aux conditions de l'article 3 §1er et bénéficiant d'un crédit-temps avec motif, ont droit au remboursement de la prime syndicale en fonction de leur temps de travail contractuel.

§ 2. Les travailleurs malades, qui répondent aux conditions de l'article 3 §1er ont droit au remboursement de la prime syndicale à concurrence des 36 premiers mois de la suspension de leur contrat.

On entend par "période de maladie" :

- Les périodes d'incapacité totale résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle ;
- Les périodes d'incapacité totale dues à un accident ou une maladie autre que professionnel.

§ 3. Les travailleurs, pensionnés au cours de l'exercice social précédent et répondant à la condition de l'article 3, § 1er, a), ont droit au remboursement de la prime syndicale complète.

§ 4. L'*épouse* époux du travailleur qui répondait à la condition de l'article 3, § 1er et qui est décédé au cours de l'exercice social précédent a droit au remboursement de la prime syndicale complète.

§ 5. Les prépensionnés, qui répondent à la condition de l'article 3, § 1er, a), et qui ont été liés par un contrat de travail au dernier jour de leur carrière professionnelle à l'un des services visés à l'article 1er, ont droit au remboursement de la prime syndicale jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge légal de la pension.

Article 5. Pour le calcul de l'avantage social visé à l'article 3, il faut entendre par mois, tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris cours au plus tard le quinze ainsi que tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris fin après le quinze.

CHAPITRE IV. - Montant

Article 6.a. : Pour les travailleurs et employeurs des services subsidiés par la Région Wallonne

§ 1. Le montant de l'avantage social complémentaire à charge du fonds social est fixé comme suit :

- a) Les travailleurs à temps plein : 131 EUR ;
- b) Les travailleurs à temps partiel : 90 EUR ;
- c) Les travailleurs qui connaissent les deux régimes de travail : la prime est calculée à temps plein.
- d) Pour les travailleurs ayant presté moins de 6 mois ou étant affiliés depuis moins de 6 mois :
 - Travailleurs à temps plein : 65,5 EUR ;
 - Travailleurs à temps partiels : 45 EUR.

§ 2. Conformément aux Accords du Non Marchand privé wallon 2018-2020 du 02 mai 2019, s'ajoute à charge du FISRW un montant complémentaire que les syndicats ont décidé de répartir comme suit :

- 14 EUR pour les travailleurs à temps plein ;
- 25 EUR pour les travailleurs à temps partiels.

§ 3. Le montant de l'avantage complémentaire est l'addition des montants définis aux §§ 1 et 2.

Pour les travailleurs qui connaissent les 2 régimes de travail, temps plein et temps partiel, la prime est calculée à temps plein.

§ 4. Pour les travailleurs ayant presté moins de 6 mois ou étant affiliés depuis moins de 6 mois, le montant est la moitié de celui défini au §3.

Article 6.b. : Pour les travailleurs et employeurs des services subsidiés par la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région Bruxelles-Capitale

§ 1. Le montant de l'avantage social complémentaire à charge du fonds social est fixé comme suit :

- a) Les travailleurs à temps plein : 131 EUR ;
- b) Les travailleurs à temps partiel : 90 EUR ;
- c) Les travailleurs qui connaissent les deux régimes de travail : la prime est calculée à temps plein.
- d) Pour les travailleurs ayant presté moins de 6 mois ou étant affiliés depuis moins de 6 mois :
 - Travailleurs à temps plein : 65,5 EUR ;
 - Travailleurs à temps partiels : 45 EUR.

§ 2. Conformément au protocole d'accord du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, à charge de l'ASBL Primes Syndicales NM Bruxelles, un montant complémentaire que les syndicats ont décidé de répartir comme suit :

- 14 EUR pour les travailleurs à temps plein ;
- 25 EUR pour les travailleurs à temps partiels.

Ce montant complémentaire est accordé :

- à partir de 2020 (pour l'année de référence 2019) pour les travailleurs et employeurs des services subsidiés par la Commission communautaire française et ;
- à partir de 2021 (pour l'année de référence 2020) pour les travailleurs et employeurs des services subsidiés par la Commission communautaire commune.

§ 3. Le montant de l'avantage complémentaire est l'addition des montants définis aux §§ 1 et 2.

Pour les travailleurs qui connaissent les 2 régimes de travail, temps plein et temps partiel, la prime est calculée à temps plein.

§ 4. Pour les travailleurs ayant presté moins de 6 mois ou étant affiliés depuis moins de 6 mois, le montant est la moitié de celui défini au §3.

Article 6.c. : Pour les travailleurs et employeurs des services subsidiés par la Communauté germanophone

§ 1. Le montant de l'avantage social complémentaire à charge du fonds social est fixé comme suit :

- a) Les travailleurs à temps plein : 131 EUR ;
- b) Les travailleurs à temps partiel : 90 EUR ;
- c) Les travailleurs qui connaissent les deux régimes de travail : la prime est calculée à temps plein.
- d) Pour les travailleurs ayant presté moins de 6 mois ou étant affiliés depuis moins de 6 mois :
 - Travailleurs à temps plein : 65,5 EUR ;
 - Travailleurs à temps partiels : 45 EUR.

CHAPITRE V. - Modalités de paiement de la prime syndicale

Article 7. Les employeurs visés à l'article 6 de la convention collective de travail du 5 février 2020 citée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, remettent avant le 15 mars à chaque travailleur occupé dans leur service au cours de l'exercice social précédent, un formulaire en deux parties dûment rempli et signé dont le modèle est arrêté par la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Ces formulaires sont transmis aux employeurs par le "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors", selon les modalités définies par le Fonds.

Dès le deuxième exercice social de la prépension, le fonds social remet avant le 15 mars à chaque prépensionné un formulaire en deux parties dûment rempli et signé par le secrétaire dudit fonds dont le modèle est arrêté par la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Article 8. Les personnes remplissant les conditions d'octroi visées aux articles 3 et 4 remettent à l'une des organisations des travailleurs mentionnées à l'article 3, §1er, a), dont elles sont membres, le formulaire en deux parties visé à l'article 7.

Cette organisation vérifie l'affiliation effective de l'intéressé(e) ainsi que la justification de son droit, calcule le montant de l'avantage social et rembourse le montant au nom de l'intéressé(e). Le formulaire "prime syndicale" portera pour contrôle, un numéro d'ordre et le cachet d'une des organisations représentatives des travailleurs visées à l'article 3, §1er, a). La vérification et le paiement ont lieu du 1er avril au 15 septembre. Les cas retardataires seront payés dans la période du 1er avril au 15 septembre de l'année suivante.

Chapitre VI. – Intervention du Fonds social

Article 9. Pour les montants définis aux articles 6.a. §1, 6.b. §1 et 6.c., le fonds social peut, sur demande d'une organisation syndicale, octroyer une avance sur les primes syndicales à payer aux travailleurs affiliés.

L'avance peut être demandée à partir du mois d'avril de chaque année et porte sur 80 p.c. de la somme payée l'année précédente.

Article 10. Avant le 15 octobre, chacune des organisations visées à l'article 3, § 1er, a), fournit au fonds social un décompte reprenant le montant total des avantages sociaux payés, augmenté de frais administratifs y afférant tels que déterminés par le conseil d'administration du fonds social.

Ce décompte est accompagné d'une copie du formulaire original.

Le fonds social, pour les montants définis aux articles 6.a. §1, 6.b. §1 et 6.c., remboursera les organisations des travailleurs dès réception de leurs décomptes partiels ou définitifs.

Les décomptes rentrés après la date limite du 15 novembre seront automatiquement honorés l'année suivante.

Les organisations des travailleurs sont tenues de conserver durant trois ans les formulaires de demande qui peuvent être contrôlés par les personnes désignées à cette fin par le conseil d'administration du fonds.

CHAPITRE VII. - Dispositions finales

Article 11. La présente convention collective de travail abroge et remplace la convention du 28 janvier 2019 fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire, à charge du "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors", dans les services subsidiés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale (Convention enregistrée le 28 février 2019 sous le numéro 150726/CO/318.01), ainsi que la convention du 27 mai 2019 fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire dans les services subsidiés par la Région wallonne (Convention enregistrée le 24 juin 2019 sous le numéro 152213/CO/318.01).

Article 12. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2020. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Article 13. Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Annexe à la convention collective de travail du 21 décembre 2020, relative à la fixation du montant et des modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire, appelé également dans la présente convention « le remboursement de la prime syndicale » dans les services subsidiés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale

Dans le cadre de l'application de la présente convention collective de travail, il faut entendre par "journées prestées" : les journées ou parties de journées effectivement consacrées au travail.

Par "journées assimilées", il faut entendre :

1. Les journées ou parties de journées non prestées, pour lesquelles l'employeur est tenu de payer une rémunération (par exemple : salaire garanti, jours fériés, petits chômages, ...)
2. Les journées pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue en raison des vacances annuelles auxquelles les travailleurs ont droit en vertu des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés ;
3. Le sixième jour non presté de chacune des semaines de cinq jours, dans le cas où le travail hebdomadaire est réparti au cours du trimestre, tantôt sur cinq, tantôt sur plus de cinq jours ;
4. Les journées comprises dans les douze premiers mois de la période d'incapacité de travail partielle consécutive à une incapacité de travail temporaire totale, à condition que le pourcentage reconnu de l'incapacité temporaire partielle soit au moins égale à 66 p.c. ;
5. Les journées de repos de congé prophylactique, grossesse et d'accouchement ;
6. Les périodes reconnues d'allaitement ;
7. Les journées de rappel ordinaire sous les armes dont la durée ne peut dépasser 74 ou 66 jours, selon que le travailleur participe ou non à la formation de cadres de réserve ;
8. Les journées consacrées à l'accomplissement de devoirs civiques (tuteur, membre d'un conseil de famille, témoins en justice, juré, électeur, membre du bureau de vote) ;
9. Les journées consacrées à l'exercice d'un mandat public et d'obligations syndicales reprises à l'article 16, 9° et 10°, de l'arrêté royal du 30 mars 1967 tel que modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1970 ;
10. Les journées de participation à des stages ou journées d'étude consacrées à la formation syndicale, organisées par les organisations représentatives des travailleurs ou par des instituts spécialisés reconnus par le Ministre compétent à raison de douze jours maximum par an ;
11. Les jours de grève et de lock-out, pour autant que les procédures prévues à l'art 39 de la convention « statut de la délégation syndicale » du 13 décembre 1977 (arrêté royal 11 avril 1978, moniteur belge 13 juillet 1978) soient respectées ;
12. Les journées de chômage partiel ;
13. La période de congé extra-légale accordée par l'employeur aux travailleurs étrangers qui rentrent dans leur pays.

**Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse
Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 2020

Vaststelling van het bedrag en van de toekennings- en betalingsmodaliteiten van een bijkomend sociaal voordeel dat in deze overeenkomst ook "de terugbetaling van de vakbondspremie" wordt genoemd in de diensten die worden gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is uitsluitend van toepassing op de werknemers en werkgevers van de diensten die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Onder "werknemers" wordt verstaan: het mannelijke en vrouwelijke arbeiders- en bediendepersoneel.

Onder "voltijds werknemer" wordt verstaan: elke werknemer van wie de arbeidsregeling meer bedraagt dan 50% van de arbeidsregeling die van toepassing is in de bovengenoemde diensten.

Onder "deeltijds werknemer" wordt verstaan: elke werknemer van wie de arbeidsregeling minder bedraagt dan of gelijk is aan 50% van de arbeidsregeling die van toepassing is in de bovengenoemde diensten.

Onder "boekjaar" wordt verstaan: de periode van 1 januari tot 31 december:

HOOFDSTUK II. - Doel

Artikel 2. §1. De werknemers die zijn tewerkgesteld in één van de diensten bedoeld in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2020 tot oprichting van een fonds voor de bestaanszekerheid en tot vaststelling van de statuten ervan, genoemd "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp", hebben recht op een vakbondspremie ten laste van bovengenoemd fonds binnen de voorwaarden die zijn bepaald door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§ 2. Aan de werknemers wordt een toelage op de vakbondspremie toegekend zoals bepaald in het akkoord van de Waalse non-profitsector 2018-2020 van 2 mei 2019, ten laste van het "Fonds intersyndical de la Région wallonne - FISRW, KBO-nr. 865.327.892".

§3. Aan de werknemers wordt ook een toelage op de vakbondspremie toegekend zoals bepaald in het Protocolakkoord 2018-2019 du 18 juli 2018 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, ten laste van de « l'ASBL Primes Syndicales NM Bruxelles, KBO-nr 477.096.577 ».

HOOFDSTUK III. Toekenningsvoorwaarden

Algemeen principe:

Artikel 3. § 1. Om het totale bedrag van de terugbetaling van de vakbondspremie te genieten, moeten de werknemers bedoeld in artikel 1, op 1 januari van het voorgaande boekjaar voldoen aan de volgende voorwaarden:

- a) aangesloten zijn bij één van de representatieve werknemersorganisaties, namelijk:
 - - La Centrale des Travailleurs, de l'alimentation, de l'hôtellerie et des Services (FGTB Horval);
 - - De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België (ACLVB);
 - - De Landelijke Bediendencentrale (LBC)
 - - De Belgische Vakbond voor Bedienden, Technici en Kaders (BBTK)
- b) door een arbeidsovereenkomst verbonden zijn aan één van de diensten bedoeld in artikel 1.

§ 2. De begunstigden die tijdens het voorgaande boekjaar minder dan 6 maanden hebben gepresteerd, rekening houdend met de gelijkstellingen die nauwkeurig worden beschreven in bijlage 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst of minder dan 6 maanden aangesloten waren bij één van de vakorganisaties die worden genoemd in art. 3, § 1, zullen 50% ontvangen van de premie die verschuldigd is voor een volledig jaar, zonder afbreuk te doen aan de modaliteiten die zijn bepaald in art. 6 van deze overeenkomst.

Afwijkingen

Artikel 4. §1. § 1. De werknemers die voldoen aan de voorwaarden van art. 3 §1 en gebruik maken van tijdskrediet met motief, hebben recht op de terugbetaling van de vakbondspremie in functie van hun contractuele arbeidstijd.

§ 2. De zieke werknemers die voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, §1, hebben recht op de terugbetaling van de vakbondspremie voor een bedrag van de 36 eerste maanden van de opschorting van hun overeenkomst.

Onder "ziekteperiode", wordt verstaan:

- De periodes van volledige ongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte;
- De periodes van totale ongeschiktheid die te wijten zijn aan een ongeval of een ziekte die geen beroepsziekte is.

§ 3. De werknemers die met pensioen zijn gegaan tijdens het voorgaande boekjaar en die voldoen aan de voorwaarde van artikel 3, §1, a), hebben recht op de terugbetaling van de volledige vakbondspremie.

§ 4. De ^{echtgenoot} ~~echtgenoot~~ van de werknemer die voldeed aan de voorwaarde van artikel 3, §1 en die overleden is tijdens het voorgaande boekjaar, heeft recht op de terugbetaling van de volledige vakbondspremie.

§ 5. De bruggepensioneerden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, § 1, a), en die tot de laatste dag van hun beroepsloopbaan door een arbeidsovereenkomst verbonden zijn aan één van de

diensten bedoeld in artikel 1, hebben recht op de terugbetaling van de vakbondspremie tot ze de wettelijke pensioenleeftijd hebben bereikt.

Artikel 5. Voor de berekening van het sociaal voordeel bedoeld in art. 3, moet men onder "maand" elke maand verstaan tijdens dewelke de arbeidsovereenkomst uiterlijk op de vijftiende van start is gegaan, alsook elke maand, tijdens dewelke er na de vijftiende een einde is gekomen aan de arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK IV. - Bedrag

Artikel 6.a.: Voor de werknemers en werkgevers die worden gesubsidieerd door het Waals Gewest

§ 1. Het bedrag van het bijkomend sociaal voordeel ten laste van het sociaal fonds wordt vastgesteld als volgt:

- a) De voltijdse werknemers: 131 EUR;
- b) De deeltijdse werknemers: 90 EUR;
- c) De werknemers die gebruik maken van de twee arbeidsregelingen: de premie wordt op voltijdse basis berekend;
- d) Voor de werknemers die minder dan 6 maanden gepresteerd hebben of sedert minder dan 6 maanden aangesloten waren:
 - Voltijdse werknemers: 65,5 EUR
 - Deeltijdse werknemers: 45 EUR

§ 2. Overeenkomstig de Akkoorden van de Waalse private non-profitsector 2018-2020 van 02 mei 2019, komt daar een aanvullend bedrag bij ten laste van het FISRW, dat de vakorganisaties willen verdelen als volgt:

- 14 euro voor de voltijdse werknemers;
- 25 euro voor de deeltijdse werknemers:

§ 3. Het bedrag van het bijkomend voordeel is de som van de bedragen vastgesteld in § 1 en §2.

Voor de werknemers met 2 arbeidsregelingen, voltijds en deeltijds, wordt de premie op voltijdse basis berekend.

§ 4. Voor de werknemers die minder dan 6 maanden hebben gepresteerd of sedert minder dan 6 maanden aangesloten waren, is het bedrag de helft van het bedrag bepaald in § 3.

Artikel 6.b.: Voor de werknemers en de werkgevers van de diensten die worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

§ 1. Het bedrag van het bijkomend sociaal voordeel ten laste van het sociaal fonds wordt vastgesteld als volgt:

- a) De voltijdse werknemers: 131 EUR;
- b) De deeltijdse werknemers: 90 EUR;
- c) De werknemers die gebruik maken van de twee arbeidsregelingen: de premie wordt op voltijdse basis berekend;
- d) Voor de werknemers die minder dan 6 maanden gepresteerd hebben of sedert minder dan 6 maanden aangesloten waren:

- Voltijdse werknemers: 65,5 EUR
- Deeltijdse werknemers: 45 EUR

§ 2. Conform het protocolakkoord van 18 juli 2018 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, een aanvullend bedrag ten laste van de l'ASBL Primes Syndicales NM Bruxelles dat de vakbonden als volgt verdelen:

- 14 euro voor de voltijdse werknemers;
- 25 euro voor de deeltijdse werknemers:

Dit aanvullend bedrag wordt toegekend:

- vanaf 2020 (voor het refertejaar 2019) voor de werknemers en de werkgevers van de diensten die worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie en;
- vanaf 2021 (voor het refertejaar 2020) voor de werknemers en de werkgevers van de diensten die worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 3. Het bedrag van het bijkomend voordeel is de som van de bedragen vastgesteld in § 1 en §2.

Voor de werknemers met 2 arbeidsregelingen, voltijds en deeltijds, wordt de premie op voltijdse basis berekend.

§ 4. Voor de werknemers die minder dan 6 maanden hebben gepresteerd of sedert minder dan 6 maanden aangesloten waren, is het bedrag de helft van het bedrag bepaald in § 3.

Artikel 6.c.: Voor de werknemers en werkgevers van de diensten die worden gesubsidieerd door de Duitstalige Gemeenschap.

§ 1. Het bedrag van het bijkomend sociaal voordeel ten laste van het sociaal fonds wordt vastgesteld als volgt:

- a) De voltijdse werknemers: 131 EUR;
- b) De deeltijdse werknemers: 90 EUR;
- c) De werknemers die gebruik maken van de twee arbeidsregelingen: de premie wordt op voltijdse basis berekend;
- d) Voor de werknemers die minder dan 6 maanden gepresteerd hebben of sedert minder dan 6 maanden aangesloten waren:
 - Voltijdse werknemers: 65,5 EUR
 - Deeltijdse werknemers: 45 EUR

HOOFDSTUK V. -Voorwaarden voor de uitbetaling van de vakbondspremie.

Artikel 7. De werkgevers bedoeld in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2020 die wordt genoemd in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, overhandigen vóór 15 maart aan elke werknemer die tijdens het voorgaande boekjaar was tewerkgesteld in hun dienst, een formulier in twee delen dat behoorlijk is ingevuld en ondertekend, waarvan het model is bepaald door het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Deze formulieren worden aan de werkgevers bezorgd door het "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp" volgens de modaliteiten die zijn bepaald door het Fonds.

Vanaf het tweede boekjaar van het brugpensioen overhandigt het sociaal fonds vóór 15 maart aan elke bruggepensioneerde een formulier in twee delen dat behoorlijk is ingevuld en ondertekend door de secretaris van dit fonds en waarvan het model is bepaald door het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 8. De personen die voldoen aan de toekenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 3 en 4, overhandigen het formulier in twee delen bedoeld in artikel 7 aan één van de werknemersorganisaties die worden vermeld in artikel 3, §1, a), waarvan ze lid zijn.

Deze organisatie gaat na of betrokkene daadwerkelijk is aangesloten en of zijn recht ook gerechtvaardigd is, berekent het bedrag van het sociaal voordeel en betaalt het bedrag terug aan de betrokkene. Het formulier "vakbondspremie" zal ter controle een volgnummer dragen en de stempel van één van de representatieve werknemersorganisaties bedoeld in artikel 3, §1, a). De controle en de betaling hebben plaats van 1 april tot 15 september. Voor de formulieren die laattijdig worden ingediend, zal de betaling in de periode van 1 april tot 15 september van het volgende jaar worden uitgevoerd.

Hoofdstuk VI. – Tussenkomen van het Sociaal Fonds

Artikel 9. Voor de bedragen bepaald in de artikelen 6.a. §1, 6.b. §1 et 6.c. kan het sociaal fonds, op vraag van een vakorganisatie, een voorschot op de vakbondspremies toekennen dat moet worden betaald aan de aangesloten werknemers.

Het voorschot kan worden gevraagd vanaf de maand april van elk jaar en heeft betrekking op 80 % van het bedrag dat het jaar voordien werd betaald.

Artikel 10. Vóór 15 oktober bezorgt elke van de in artikel 3, §1, a) bedoelde organisaties het sociaal fonds een afrekening met daarop het totale bedrag van de betaalde sociale voordelen, vermeerderd met de bijhorende administratieve kosten zoals bepaald door de raad van bestuur van het sociaal fonds.

Bij deze afrekening wordt een kopie van het originele formulier gevoegd.

Het sociaal fonds zal de werknemersorganisaties voor de bedragen die zijn bepaald in de artikelen 6.a. §1, 6.b. §1 et 6.c., terugbetalen, zodra het de gedeeltelijke of definitieve afrekeningen ontvangt.

De afrekeningen die worden ingediend na de limietdatum 15 november, zullen automatisch het volgende jaar worden betaald.

De werknemersorganisaties moeten de aanvraagformulieren gedurende drie jaar bewaren; deze kunnen gecontroleerd worden door de personen die hiertoe worden aangesteld door de raad van bestuur van het fonds.

HOOFDSTUK VII. - Slotbepalingen

Artikel 11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst herroept en vervangt de overeenkomst van 28 januari 2019 tot vaststelling van het bedrag en de toekennings- en betalingsmodaliteiten van een aanvullend sociaal voordeel ten laste van "het Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp", in de diensten gesubsidieerd door het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap,

de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Overeenkomst geregistreerd op 28 februari 2019 onder nummer 150726/CO/01.01) en de overeenkomst van 27 mei 2019 tot vaststelling van het bedrag en de toekennings- en betalingsmodaliteiten van een aanvullend sociaal voordeel in de diensten die worden gesubsidieerd door het Waalse Gewest (Overeenkomst geregistreerd op 24 juni 2019 met het nummer 152213/CO/318.01).

Artikel 12. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2020. Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Ze kan opgezegd worden door elke partij met een opzeggingstermijn van 3 maanden, betekend per bij de Post aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 13. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 2020 tot vaststelling van het bedrag en de toekennings- en betalingsmodaliteiten van een bijkomend sociaal voordeel dat in deze overeenkomst ook "de terugbetaling van de vakbondspremie" wordt genoemd in de diensten die worden gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In het kader van de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, moet onder "gepresteerde dagen" worden verstaan: de dagen of delen van dagen die daadwerkelijk worden besteed aan de arbeid.

Onder "gelijkgestelde dagen" moet worden verstaan:

1. De dagen of delen van dagen die niet werden gepresteerd en waarvoor de werkgever een verloning moet betalen (bijvoorbeeld: gewaarborgd loon, feestdagen, kort verzuim,);
2. De dagen tijdens dewelke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst opgeschort wordt, omwille van de jaarlijkse vakantie waarop de werknemers recht hebben krachtens de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers;
3. De zesde niet-gepresteerde dag van elke vijfdagenweek, ingeval het wekelijks werk over het trimester hetzij over vijf, hetzij over meer dan vijf dagen is verdeeld;
4. De dagen die zijn vervat in de twaalf eerste maanden van de periode van gedeeltelijke arbeidsongeschiktheid naar aanleiding van een totale tijdelijke arbeidsongeschiktheid, op voorwaarde dat het erkende percentage van gedeeltelijke tijdelijke ongeschiktheid ten minste gelijk is aan 66%;
5. De rustdagen omwille van profylactisch verlof, zwangerschap en bevalling.
6. De erkende periodes voor borstvoeding;
7. De gewone wederoproepingsdagen onder de wapens, waarvan de duur 74 of 66 dagen niet mag overschrijden, naargelang de werknemer al dan niet deelneemt aan de opleiding tot reservekader;
8. De dagen besteed aan de uitvoering van burgerlijke plichten (voogd, lid van een familieraad, getuige in een rechtszaak, jurylid, kiezer, lid van een stembureau);
9. De dagen besteed aan de uitoefening van een publiek mandaat en vakbondsverplichtingen, vermeld in artikel 16, 9° en 10° van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 juli 1970;
10. De dagen van deelname aan stages of studiedagen besteed aan de vakbondsopleiding, georganiseerd door de representatieve werknemersorganisaties of door gespecialiseerde instituten erkend door de bevoegde Minister op basis van maximum twaalf dagen per jaar;
11. De stakingsdagen of lock-outs, voor zover de procedures die zijn bepaald in art. 39 van de overeenkomst "statuut van de vakbondsafvaardiging" van 13 december 1977 (koninklijk besluit van 11 april 1978, Belgisch Staatsblad 13 juli 1978) nageleefd werden.
12. De dagen van gedeeltelijke werkloosheid;
13. De periode van extralegaal verlof door de werkgever toegestaan aan buitenlandse werknemers die terugkeren naar hun land;